

Les politiques libérales en matière d'immigration détruisent le Canada

Rod Taylor

Chef, PHC Canada

Il existe une voie qui semble juste à un homme, mais qui finit par conduire à la mort. Proverbes 16 :25

Le Canada est reconnu comme un pays qui accueille des immigrants et des réfugiés du monde entier. Nous nous considérons – et sommes perçus par les autres – comme une nation motivée par la compassion. Et à juste titre. Mais lorsque des politiciens sans scrupules abusent du cœur compatissant des Canadiens pour atteindre leurs objectifs politiques, ils mettent en danger notre économie nationale et notre héritage chrétien. Les politiques « d'ouverture des frontières » des libéraux de Trudeau depuis 2015 – ainsi que leurs autres politiques destructrices et insensées – nuisent à l'économie et détruisent les fondements moraux des institutions judiciaires et démocratiques du Canada.

En analysant les politiques d'immigration actuelles du Canada et en proposant des améliorations, nous devons établir certains principes et objectifs :

- Notre priorité – dans toute politique – DOIT être la sécurité et les meilleurs intérêts des Canadiens . . . TOUS les Canadiens.
- Nous ne pourrons pas aider les autres si nous permettons que notre économie et/ou notre culture soient détruites.

Le Canada est une nation d'immigrants. Notre culture unique est le résultat d'une immigration progressive au fil du temps et du mélange de nombreuses origines ethniques avec la vision judéo-chrétienne du monde de nos fondateurs. Cependant, le niveau actuel d'immigration et d'autres migrations étrangères au Canada n'est pas viable. Cela contribue à l'inflation, à la crise du logement, à notre crise des soins de santé et à notre dette croissante. Il DOIT être réduit si nous voulons restaurer notre économie et préserver les libertés et les opportunités qui ont attiré ceux qui recherchent une vie meilleure pour eux et leurs familles.

Le gouvernement libéral prétend que nous devons accueillir 500 000 immigrants par année¹ pour maintenir notre économie en marche, mais est-ce vrai ? Et à quel prix ?

En 2023 (jusqu'à présent), le Canada a accueilli plus de 1 500 000 ressortissants étrangers (plus de 1,5 million), certains de manière permanente, d'autres de manière « temporaire. » Ceci comprend :

- 340 000 immigrants de la catégorie économique et familiale
- 683 034 étudiants internationaux
- 450 000 travailleurs temporaires et en mobilité internationale

- 48 788 franchiseurs illégaux des frontières

Le coût total de l'immigration et des réfugiés dépasse 34 milliards de dollars par an.² Cela représente plus de 95 millions de dollars chaque jour.

Ce nombre d'étrangers dépasse largement notre capacité à absorber, assimiler, héberger et contrôler. La crise actuelle du logement au Canada – en termes de disponibilité et d'abordabilité – est encore alimentée par la nécessité de loger 1,5 million de ressortissants étrangers supplémentaires chaque année.³ En 2022, 220 000 nouveaux logements ont été construits au Canada. De simples calculs vous diront que cela ne suffit pas pour loger 1,5 million d'habitants supplémentaires. Le marché du logement fonctionne sur l'offre et la demande ; notre marché immobilier actuel est comme un cauchemar de chaises musicales, contribuant à l'itinérance et au désespoir.

Et puis il y a la frontière ouverte. Environ 50 000 migrants illégaux entrent au Canada chaque année. Au lieu de les refouler à la frontière, le Canada fournit de la nourriture et un abri pour un coût estimé à 769 millions de dollars en 2023.⁴ La majorité des personnes accueillies ne seraient pas considérées comme des réfugiés légitimes en vertu de l'Accord sur les tiers pays sûrs entre le Canada et les États-Unis.⁵ Un contrôle inadéquat fait que les demandeurs du statut de réfugié ne sont même pas tenus de prouver leur pays d'origine.

Le grand nombre d'étudiants internationaux fréquentant les collèges et universités du Canada (près de 700 000 en 2023) devrait également tirer la sonnette d'alarme. Les universités dépendent peut-être des frais de scolarité élevés des étudiants étrangers pour couvrir le coût de leurs administrations pléthoriques et de leurs facultés et programmes d'études éveillés, mais peut-être devraient-elles être obligées de proposer des cours plus utiles et moins « progressifs. » Et bien sûr, ces campus ont récemment été le théâtre de manifestations antisémites et de démonstrations pro-Hamas.⁶

Le gouvernement prétend que nous avons besoin de 500 000 immigrants légaux par an pour pourvoir les postes vacants. Ils n'ont pas pensé aux besoins des petites entreprises lorsqu'ils ont confiné le pays et ont payé les travailleurs pour qu'ils restent chez eux pendant les confinements. Et maintenant, ils s'en soucient ? Certaines entreprises reçoivent aujourd'hui des subventions salariales pour compenser les coûts de main-d'œuvre et certaines de ces subventions vont aux travailleurs étrangers. Un autre coup dur pour les contribuables et pour notre économie à long terme. Si nous n'avions pas tué 100 000 Canadiens à naître chaque année au cours des 40 dernières années, il y aurait actuellement 4 millions de Canadiens supplémentaires qui travailleraient dans notre économie : médecins, infirmières, constructeurs d'habitations et résolveurs de problèmes. Nous ne pouvons pas compenser les pertes que nous nous infligeons par l'immigration.

Le PHC recommande :

- Une réduction drastique des objectifs d'immigration : pas plus de 100 000 par an, au moins jusqu'à ce que notre crise du logement soit résolue.
- Les personnes acceptées comme immigrants DOIVENT être sélectionnées en fonction des compétences qu'elles peuvent apporter. Médecins, infirmières, ingénieurs, ouvriers du bâtiment, etc. Les emplois de premier échelon devraient être occupés par des Canadiens et non par des travailleurs étrangers.

- Les personnes qui traversent illégalement la frontière et les demandeurs illégitimes du statut de réfugié DOIVENT être immédiatement refoulés à la frontière ou renvoyés dans leur pays d'origine.
- Toute personne qui demande le statut d'immigrant, un permis de travail, un visa d'étudiant ou le statut de réfugié DOIT affirmer son engagement à respecter l'héritage judéo-chrétien du Canada et la primauté du droit.
- Tout ressortissant étranger qui abuse de la liberté d'expression du Canada en appelant à la violence contre un groupe ethnique DOIT être expulsé vers son pays d'origine.

Le Canada est fondé sur des principes qui reconnaissent la suprématie de Dieu et la primauté du droit. Nos libertés et notre prospérité sont le résultat direct de nos valeurs judéo-chrétiennes et de la bénédiction de Dieu. Si nous permettons que notre culture soit compromise ou sapée, nous perdrons ces libertés et cette prospérité et n'aurons rien à offrir aux immigrants. Cela se produit déjà et nous devons mettre fin à cet effondrement culturel MAINTENANT. Ce n'est pas une gentillesse envers les étrangers ni envers nos concitoyens si nous ne parvenons pas à protéger notre patrimoine culturel.

Le PHC du Canada soutient fermement la défense de notre patrimoine. Rejoignez-nous aujourd'hui.⁷

Notes de bas de page

¹ tnc.news/2023/12/09/immigration-inflation-boc/

² immigrationwatchcanada.org/2022/03/31/the-high-costs-of-our-refugee-system/

³ www.theglobeandmail.com/business/article-canada-immigration-population-boom/

⁴ torontosun.com/news/national/free-hotel-rooms-meals-for-refugee-applicants-reportedly-cost-769m-in-2023

⁵ www.canada.ca/en/immigration-refugees-citizenship/corporate/mandate/policies-operational-instructions-agreements/agreements/safe-third-country-agreement.html

⁶ www.cbc.ca/news/canada/canada-antisemitism-violence-report-1.6430495

⁷ www.chp.ca/accueil/Rejoignez-nous

Parti de l'Héritage Chrétien du Canada

chp.ca/fr/accueil • NationalOffice@chp.ca • 1-888-VOTE-CHP (868-3247)

PO Box 4958, Station E, Ottawa, Ontario K1S 5J1

Autorisé par l'agent officiel du Parti de l'Héritage Chrétien du Canada et peut être copié.
